PREMIERE COMMISSION 36e séance tenue le

vendrecii 15 novembre 1991

a 10 heures New York

Documents officiels

PROCES-VERBAL DE LA 360 SEANCE

Président : Μ. MROZIEWICZ (Pologne)

SOMMAIRE

EXAMEN DES **PROJETS** DE RESOLUTION SUR LES POINTS 56 A 63 DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU **DESARMEMENT** ET DECISIONS A LEUR SUJET (**suite**)

> Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, su Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2 750. 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

FRANCAIS

Distr. GENERALE

19 décembre 1991

A/C.1/46/PV.36

La séance est ouverte à 11 h 25.

POINTS 56 A 63 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DES PROJETS DE RXSOLUTION SUR LES POINTS 56 A 63 DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le <u>PRESIDENT</u> (interpretation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prouoncer sur le projet de résolution A/C.1/46/L.40/Rev.1, compris dans le groupe 2.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Le projet de r&solution A/C.1/46/L.40/Rev.1 a été présenté par le représentant du Gabon à la 358 séance de la Premiere Commission, le 14 novembre 1991, au nom des Etats Membres de l'Organisation das Nations Unies qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique. La Bolivie est également au nombre des auteurs du projet de r&solution.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de r&solution A/C.1/46/L.40/Rev.1 ont exprimé le voeu qu'il soit adopté sans vote par la Commission. S'il n'y a pas d'objectiona, je considérerai que la Commission soubaite agir dans ce sens.

Le projet de r&solution A/C.1/46/L.40/Rev.1 est adopté.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent oxpliquar leur position au sujet de la décision qui vient d'être prise quant au projet de r&solution A/C.1/46/L.40/Rev.1.

&O'SULLIVAN (Australie) (interpretation de l'anglaisj : Mz délégation s'est ralliée au consensus en faveur du projet de r&solution A/C.1/46/L.40/Rev.1, "Interdiction de déverser des déchets radioactifs". Nous partageons en effet l'idée directrice du projet de résolution, qui consiste à appeler l'attention sur les risques potentiels inhérents à tout emploi de déchets radioactifs qui pourrait constituer un acte de guerre radiologique et sur les r&percussions que cela aurait sur la sécurité régionale et iaternationale, et à exprimer une p&occupation légitime à cet égard.

Mais que notre attitude positive ne soit pas interprétée comma un accord inconditionnel sur tous les termes du projet de &solution

A/C.1/46/L.40/Rev.1. Nous éprouvons quelque inquiétude quant au cadre et à l'organisation dans lesquels pourrait se dérouler l'étude d'un instrument

M. O'Sullivan (Australie)

ayant force obliyatoire, étude qui devrait prendre en compte les diverses attributions et les travaux en cours de la Consérence du désarmement, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Organisation maritime internationale.

S'agissant de l'immersion de déchets en mer, l'organisme compétent est bien sûr l'Organisation maritime internationale, laquelle est responsable de la Convention de Londres sur l'immersion de déchets et a reçu des avis techniques de l'AIEA. En fait, la question de l'interdiction de touts immersion de déchets radioactifs, qui comporte une comparaison entre l'immersion en mer et les déversements à terre, est actuellement examinée par un organe subsidiaire créé par les parties consultatives à la Convention de Londres sur l'immersion de déchets. Cela pourrait aboutir à une interdiction totale et obligatoirs d'immerger tout déchet radioactif en mer.

L'élimination au sol de déchets radioactifs relève à l'évidence de la responsabilité de l'AIEA. Toutefois, nous préférerions ne pas porter de jugement, dans un sens ou dans l'autre, sur les travaux de l'AIEA dans ce domaine tant que nous n'aurons pas une idée plus précise sur leur intention. En effet, à ce stade, nous ne sommes pas en mesure de juger des recommandations à faire ni de l'organisation à laquelle elles devraient s'adrosser.

Notre attitude positive vis-à-vis du projet de résolution ne signifie pas non plus que l'Australie soit opposée à l'élimination au sol des déchets radioactifs qui, à ce stade, est la seule solution possible. Nous réaffirmons toutefois notre opposition sans réserve au déversement de dichets nucliaires par tout Etat ou organisation, dans la mesure où cette action constituerait ur acte de guerre radiologique et aurait de graves incidence8 sur la sécurité nationale des autres Etats.

M. LEDOGAR (Etats-Unfs d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Lea Etats-Unis souhaitent expliquer leur position sur le projet de &solution

A/C.1/46/L.40/Rev.1, "Interdiction de déverser des déchets radioactifs". En

se ralliant au consensus sur ce projet de résolution, les Etats-Unis ont

exprimé leur reconnaissance aux auteurs qui, conscients des difficult&s

inhérentes au libellé des précédentes versions de ce texte, y ont apporté les

changements nicessaires.

M. Ledogar (Etats-Unis)

Nous convenons que les déchets radioactifs pourraient fournfr des matières radioactive8 pouvant être utilisées dans des armes rsdiologiquea, et c'est là le seul aspect qu'il convient de prendre en considération dans les nigociations sur la guerre radiologique en cours à la Conference du désarmement et dans le cadre du débat sur la maîtrise des armements qui se déroule ici à la Première Commission.

Mais, les Etats-Unis ne souhaitent pas qualifier le déversement de déchets radioactifs d'acte de guerre radiologique. A notre avis, les déversements de déchets radioactifs ne peuvent être régis par des mesures de maîtrise des armements et nous ne souhaitons pas davantage traiter de ces déversements dans le contexte de la maîtrise des armements.

Ces actes relèvent essentiellement de la protection de l'environnement et de l'hygiène publique, questions dont d'autres instances sont déjà saisies. A l'instar du représentant de l'Australie, nous voudrions faire observer à cet égard que l'immersion de déchets radioactifs est déjà régie par la Convention de Londres et que l'AIEA a compétence pour examiner la question du mouvement transfrontière dea déchets radioactifs. Le Code de bonne pratique de l'AIEA, par exemple, vise à tenforcer la sécurité du transport international de déchets radioactifs, y compris leur introduction dans le territoire des Etats.

M. TAYLOR (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait s'associer à l'explication qui vient d'être donnée par les Etats-Unia.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : M. Kheradi a dû quitter la tribune pour dss consultations. Nous devrions nous prononcer maintenant sur le projet de résolution A/C.1/46/L.31, qui appartient au groupe 3, mais la présence de M. Kheradi est indispensable pour cela. Je pense donc que nous devrions passer au groupe 4.

Je peux maintenant donner la parole à M. Kheradi.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Veuillez m'excuser, Monsieur le Président. J'espère que toutes les délégations qui le souhaitaient ont déjà expliqué leur position avant que la Commission ne se prononce sur ce groupe de projets. Si tel est le cas, nous allons procéder au vote. Restent à présent dens le groupe 4 les projets de r&solution A/C.1/46/L.24/Rev.1, A/C.1/46/L.41, dont le: incidences sur le budget-programme figurent dans les documents A/C.1/46/L.46 et A/C.1/46/L.42/Rev.2.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur position quant aux projets de résolution feisant partie du groupe 4, que M. Kheradi vient de mentionner.

M. O'SULLIVAN (Australie) (interprétation de l'anglais): J'ai demandé la parole pour faire une déclaration avant le vote sur le projet de r&solution A/C.1/46/L.42/Rev.2, et j'ai l'honneur de parler au nom des pays suivants: Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, France, Hongrie, Iles Salomon, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni, Samoa, Tchécoslovaquie et Ukraine. Au nom de ces délégations, je voudrais expliquer les raisons qui nous ont tous amenés à revoir notre approche de la question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

Premièrement, nous sommes conscients de la longue histoire mouvementée de ce projet de -6solution. C'est en fait en rais n de cette histoire que nous étions tous disposés à ne pas tenir compte du caractère hyperbolique et mesquin de certains de ses paragraphes et à voter pour ce projet de résolution tel qu'il était rédigé dans ses versions précédentes. A cet égard, il est juste de dire que depuis son adhésion au Traité sur la non-prolifiration des armes nucléaires (TNP), l'Afrique du Sud a agi de manière exemplaire.

M. O'Sullivan (Australie)

Elle a rapidement conclu un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est entré en viguaur dès sa signaturs, comme cela est indiqué dans le document A/C.1/46/18 en date du 12 novembra 1991.

Nous estimons donc qu'il est paradoxal que l'amendement qui figure maintenant dans le projet de r&solution A/C.1/16/I.42/Rev.2 ait été proposé par certains pays qui sont ceux-lb mêmes, et non l'Afrique du Sud, qui n'ont pas conclu leurs propres accords de garanties dans le cadre du TNP, et qui, de ce fait, ne respectent pas complètement leurs obligations conventionnelles. Si la Commission doit se prononcer sur la question des garantios nucléaires et des obligations découlant du TNP, il ne semble que juste que nous fassions porter notre attention sur d'autres pays équiement.

En outre, nous éprouvons certaines inquiétudes à l'endroit de deux autres pays : l'Iraq et la Ripublique papulaire démocratique de Corée. Ces inquiétudes ont été examinées dans un contexte que nous considérons comme plus indiqué, c'eat-k-dire en séance plénière dans le cadre du point 14 de l'ordre du jour, qui traite du rapport de l'AIEA. Nous n'allons donc pas nous étendre plus longuement sur cette question ici.

Comme je l'ai dit au début, étant donné l'historique da cstte question, les Etata au nom desquels je prends la parole auraient été disposés à ne pas tenir compte des exagérations que comporte le projet de r&solution A/C.1/46/L.42 et à voter pour la première fois en faveur de ce projet relatif à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Nous pensons donc qu'ainsi la Premiere Commission serait probablement parvenue à un consensus sur cette question. Des facteurs que nous considérons comme &rangers à la question ont été introduits dans le projet de r&solution, tols que la référence indirecte à Israël, par exemple. En conséquence, malheureusement, nous nous abstiendrons lors du vote sur ce projet de résolution.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/C.1/46/L.41.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais): Le projet de resolution A/C.1/46/L.41 a été présenté par la d&ligation ithiopienne à la présente session, le ler novembre 1991, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du

M. Kheradi

Groupe des Etata d'Afrique. Ce projet de r&solution a des incidences sur lo budget-programme quf figurent dans le document A/C.1/46/L.46.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de r&solution ont exprimé le voeu que Pa Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que la Commission souhaite procéder ainsi?

<u>Le projet de resolution A/C.1/46/L.41 est ado</u>-

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolutior A/C.1/46/L.42/Rev.2.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais): Le projet de résolution A/C.1/46/L.42/Rev.2 a été présenté par le représentant du Gabon à la 35e séance de la Première Commission, le 14 novembre 1991, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistri séparé a été demandé sur le dixième alinéa du préambule et sur le paragraphe 3 du dispositif du projet de &solution A/C.1/46/L.42/Rev.2.

Je mets aux voix le dixième alinéa du préambule.

Il est procédé au vote enregistre.

Afghanistan, Algérie, Angola, Bahrein, Bangladesh, Bénin, Votent pour : Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, **Tchad,** Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, République populaire **démocratique** de **Corée**, Djibouti, Equateur, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guatemala, **Guinée**, Guyana, **Haïti**, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweit, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Marcc, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaailand, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ougsnda, Emirats arabes unis, **République-Unie** de Tanzanie, Vanuatu, Venexuela, Viet Nam, Yémen, Youqoslavie, Zaïre.

<u>Votent contre</u>: Australia, Belgique, Bulgarie, Canada, Côte d'Ivoire, Tchécoslovaquie, Danemark, Estonie, Finlaode, France, Allemagne, Hongrie, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, République de Corée, Roumanie, Samoa, Iles Salomon, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unit d'Amérique.

<u>S'abstieument</u> : Albanie, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Bélarus, République centrafricaine, Chypre, Pidji, Gabon, Grèce, Grenade, Irlande, Jamaïque, Liechtenstein, Malte, Maurice, Paraguay, Portugal, Turquie, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Zimbabwe.

Par 82 voix contre 32, avec 24 abstentions, le dixième alinéa du préambule est adopté.*

^{*} Les délégations du Congo, du Gabon et du Zimbabwe ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais): Nous allons maintenant mettre aux voix le paragrapha 3 du dispositif du projet de résolution A/C.1/46/L.42/Rev.2.

Il est procédé au vote enregistré.

Afghanistan, Algérie, Angola, Bahrein, Bangladesh, Votent pour : Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darusaalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Chili, Chine, Cap-Vert, **République** centrafricaine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chyrre, République populaire démocratique de Code, Djibouti, République dominicaine, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Equateur, Egypte, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Liberia, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, S&&gal, Soudan, Suriname, Singapour, Sri Lanka, Swaziland, République arabe syrienne, Thailande, Togo, Tunisie, Ouganda, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zaïre. Youqoslavie, Zimbabwe.

Yotent contre : Australia, Belgique, Bulgarie, Canada, Tchécoslovaquie,
Danemark, Estonie, Finlande, France, Ablemagne, Hongrie,
Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie,
Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège,
Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, République de Corée,
Roumanie, Samoa, Iles Salomon, Espagne, Suède,
Royawne-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Etats-Unis d'Amérique.

S'ab ' ent : Albania, Argentine, Autriche, B hamas, Barbade,
Côte d'Ivoire, Fidji, Gabon, Grece, Grenade, Irlande,
Jamaïque, Liechtenstein, Malte, Maurice, Paraguay,
Portugal, Turquie, Uruquay.

Par 89 voix contre 31, avec 19 abstentions, le paragraphe 3 du dispositif est ad&.*

^{*} Les **délégations** du Congo et du Gabon ont **ultérieurement informé** le **Secrétariat** qu'elles entendaient voter pour.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de r&solution \(\lambda \cdot C.1/46/L.42/Rev.2.\) Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Algérie, Angola, Bahamas, Bahrein, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombiet, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Chypre, République populaire démocratique de Corée, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nepal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Oatar, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaire, Zimbabwe.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent: Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus,
Belgique, Bulgarie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark,
Estonie, Fidji, Finlande, France, Allemagne, Grèce,
Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Lettonie,
Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maurice,
Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège,
Papouasio-Nouvelle-Guir ée, Paraguay, Pologne, Portugal,
République de Corée, Ro manie, Samoa, Iles Salomon,
Espagne, Suède, Turquie, Ukraine, Union des Républiques
socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay.

Par 94 voix contre une, avec 46 abstentions, le projet de résolution A/C.1/46/L.42/Rev.2 est adopté.*

^{*} Les délégations du Congo et du Gabon ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglaia) : La Commis ..on maintenant se prononcer sur le projet de résolution $\lambda/C.1/46/L...$

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétatic l'anglais): Le projet de résolution A/C.1/46/L.24/Rev.1 a pour a Etats suivants: Algérie, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Jordanie, Ko. C. J.1ban, Jamahiriya arabe libyenne, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Arabie caoudite, Somnlie, Soudan, Ripublique arabe syrienne, Tunisie, Emirats arabes unis et Yémen.

Le **PRESIDENT** (interprkation de l'auglais): Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au représentant d'Israël pour une explication de vote avant que le projet ne soit mis aux voix.

M. YATIV (Israël) (interprétation de l'anglais) : Encore une fois, la Comm.ssion eat saisie d'un projet de résolution, A/C.1/46/L.24/Rev.1, qui n'aurait pan dû être inacrit à son ordre du jour. Cette année, plus que jamais auparavant, ce rituel pernicieux jette un doute sur la sincérité des travaux des Nations Unies. Ce projet de résolution détonne avec les événements qui se sont produita sur la scène internationals en général et au Moyen-Orient en particulier.

D'abord et surtout, la guerre du Golfe a révélé que, dans notre région, l'attitude agressive de l'Iraq est source de menaces contre la pair. La communauté internationale a préféré faire fi des appréhensions d'Israël et de punir Israël d'avoir détruit le réacteur iraquien en 1981. Israël doit voir sa situation à la lumière crue des fait8 tels qu'ils ont été révélés. C'est un événement imprévu comme la crise du Golfe, et non pas, malheureusement, hes avertissements d'Israël, qui a démasqué les activités nucléaires clandestines de l'Iraq.

De plus, il eat clair qu'Israël eat aujourd'hui la partie menacée. Pour sa part, Israël n'a jamais menacé un pays voisin. L'Iraq a parrainé avec succès des projets de résolution analoguea dans le passé et a donc tourni l'attention sur une menace inexistante. C'est face à de telles menaces qu'Israël propose depuis 11 ans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, comme suite à des négociations libres et directes et sur la bass d'assurances mutuollement satisfaisantes.

M. Yativ (Israël)

Pendant le débat général de la Commission, j'ai exposé en détail lea principes sur lesquels Israël fonde ce concept. Le Secrétaire général, dans son rapport Sur la création d'une Zone erempte d'armes nucliairea dans la région du Moyen-Orient, a souligni la nécessité de créer une telle zone dans cette région. Selon son rapport, dans les conditions existant au Moyen-Orient, une sons exempte d'armea nucliairea aurait encore plus d'effet que le Traité sur la non-prolifération des armes nucliairea. La validité de ce concept est confirmée par l'agression et lea menaces iraquiennes. Le Traité sur la non-proliferation n'a pas empêché une seule guerre locale et, de toute evidence, il n'a pas empêché l'Iraq de mettre en valeur son potentiel nucléaire militaire. Israël croit et a toujours cru qu'en l'absence d'un dialogue régional et d'une entente entre les pays les plus directement concernés, des dispositions internationales relacives à des résolutions comme ce projet de résolution ne sauraient contribuer à promouvoir la detente régionale.

J'appelle l'attention de la Commission sur l'ouverture récente de pourparlers directs, qui, nous l'espérons, aboutiront à un règlement pacifique des problèmes qui divisent les Etata de la région. Il serait absurde que pendant ce temps Israël soit la cible de critiques continuelles, censément pour favoriser la paix. L'adoption de ce projet de resolution n'apporterait aucune contribution utile au processus de paix actuellement engagé. 11 ne ranforcera pas la confiance d'Israël envers les parties extérieures à la région qui, par leur démarche réaliste et constructive, se sont tant efforcées d'assurer la participation d'Israël au processus actuel. Ainsi, si Israël veut être assure de l'impartialité de cette organisation dans le processus menant à l'établissement de la paix au Moyen-Orient, la Première Commission doit interrompre cette action contre Israël et voter contre ce projet de résolution dans son ensemble.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour: Afghanistan, Algérie, Angola, Bahrein, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, Chino, Cuba, République populaire démocratique de Corée, Djibouti., Egypte, Guinée, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique A'), Iraq, Jordanie, Koweit,

République démocratique populaire lao, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Mozambique, Wamibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, Arabie saoudfte, Sénégal, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Ripublique arabe syrienns, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Roumanie, Etats-Unie d'Amérique.

<u>S'abstiennent</u>: Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bilarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, République centrafricaine, Chili, Colombie, Costa Rica, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Estonie, Fidji, Finlande, France, Allemagne, Ghana, Grenade, Haïti, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Jamaique, Japon, Kenya, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvige, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, Ripublique de Corée, Samoa, Singapour, Iles Salomon, Espagne, Suide, Ukraine, Union dea Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grando-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Zaire.

Par 65 voix contre 3, avec 64 abstentions, le projet de résolution A/C.1/46/L.24/Rev.1 est adopté.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux reprisentants qui aouhaitent expliquer leur position sur le projet de résolution qui vient d'être adopté.

M. WAGENMAKERS (Pays-.Bas) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer, au nom de la Communauté europienne et ses Etats membrea, l'abstention collective des Douze lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/46/L.24/Rev.1, intitulé "Armement nucléaire d'Israël".

Les Douze sont d'accord avec l'appel lancé à Israël dans le projet de &solution pour lui demander de placer toutes ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence intornationale de l'énergie atomique (AIEA), mais ils eetiment que cet appel ne devrait pas s'adresser exclusivement à Israël puisque d'autres Etats n'ont pas encore place leurs installations sous les garanties de l'AIEA. Les Douze l'ont réitéré à maintes reprises.

M. Wagenmakers (Pays-Bas)

Cette année, l'ouverture de la Conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient fournit aux parties intéressées l'occasion d'entamer un dialogue direct, ce qui eat aussi un moyen approprii de favoriser le désarmement au Moyen-Orient. Tous les Etats doivent reconnaître la nature délicate de ce processus et s'abstenir de se lancer des accusations mutuelles. 11 faudrait lancer un appel à la coopération et à la volonté politique nécessaire pour débattre de toutes les questions d'intérêt mutuel. tes Douze appuient les efforts qui sont faits en faveur de progrès sur le désarmement nucléaire au Moyen-Orient. A cette fin, ils appellent tous les Etats de la région à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucliaires et à placer leurs installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA.

Dans ce contexte, les Douze rappellent leur appui à l'initiative du Président Moubarak visant à transformer le Moyen-Orient en une zone exempte d'armes de destruction massive. Tel aurait dû être le message contenu dans le projet de résolution A/C.1/46/L.24/Rev.1.

M. COLLINS (Irlande) (interpretation de l'anglaia) : Je voudrais expliyuer le vote de l'Irlande à propos du projst de r&solution figurant dans le document A/C.1/46/L.42/Rev.2, intitulé "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud".

La delegation de l'Irlande regrette d'avoir dû s'abstenir pour la deuxième année consecutive lors du vote sur ce projet de resolution. En expliquant notre vote sur le texte pertinent l'an dernier, nous aviona exprimi le voeu que le projet de resolution qui serait présenté en 1991 tiendrait compte des raisons de notre abstention pour que nous puissions voter de manibre positive.

Jusqu'b hier, il nous semblait que nous pourrions voter en faveur du projet de resolution A/C.1/46/L.42 qui nous était proposé. Toutefoie, les nouveaux amendements soumis hier dans le document A/C.1/46/L.42/Rev.2 inttoduisent dans la texte un element controversé, notamment en mettant en exergue un certain pays, bien que de manière détournée, d'une façon que ma délégation ne saurait accepter. C'est pour cette raison que nous nous sommes vus obligis de nous abstenir encore une fois cette année lors du vote sur le projet de résolution.

M. ASMAN (Ukraine) (interpretation du russe): La délégation de l'Ukraine tient à faire une declaration à propos de son vote concernant lea projets de &solution qui figurent aux documents A/C.1/46/L.24/Rev.1 et A/C.1/46/L.42/Rev.2 relatifs à l'armement nucléaire d'Israël et à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

Conformément à sa politique établie, en vertu de laquelle elle s'oppose à l'utilisation des armes nucldaires en tant que moyen de guerre, et compte tenu qu'il est nécessaire de prendre des mesures immédiates pour prévenir la proliferation de telles armes et assurer leur elimination, l'Ukraine a toujours appuyé et continue d'appuyer tous les efforts internationaux visant à empêcher l'armement nucléaire d'Israël et de l'Afrique du Sud, de même que de tout autre pays dont il y aurait raison le aupposer qu'il a effectivement tenté d'acquérir des moyens nucléaires de destruction massive.

L'appui que **nous** avons **apporté** aux resolutions pertinentes de **l'Assemblée générale était motivé** aussi par le **refus d'Israël** et de **l'Afrique du** Sud **d'adhérer au Traité sur** la **non-prolifération** en tnnt **qu'Etats** non **nucléaires**

M. Asman (Ukraine)

et par le fait que leurs ambitions nucleaires pouvaient être considérées dans l'optique d'une politique qui est une source de tension et qui menace sans cesse la paix et la sécurité internationales. Tous les facteurs que je viens de mentionner n'ont, certes, pas disparu. Néanmoins, maintenant que les parties au conflit du Moyen-Orient ont montré leur préférence pour la négociation afin de rechercher par des moyens pacifiques une solution mutuellement acceptable et équitable hes problèmes qui les divisent, nous avons de sérieux doutes quant à l'opportunité d'adopter le projet de résolution A/C.1/46/L.24/Rev.1, qui répète pour ainsi dire mot pour mot les résolutions adopt&es à ce sujet par l'Assemblée générale lors de sa session précédente.

L'Ukraine se félicite que l'kfrique du Sud ait adhere au Traité sur la non-proliferation en tant qu'Etat non dote d'armes nucleaires. Du fait que son adhésion, le 10 juillet 1991, ne prouve pas de manière concluante que ce pays n'a aucune capacité nucléaire et ne peut en soi dissiper les p&occupations qui subsistent sur ce point, la communauté internationale, avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a besoin de temps pour s'assurer que l'Afrique du Sud s'acquitte avec bonne foi des obligations qu'elle a contract&es aux termes du Traité sur la non-prolifération.

Au moment où l'Afriqu du Sud, ayant adhéré au Traité, montrait ainsi qu'elle était disposée à coopérer avec la communauté internationale dans ce domaine, il semble que les appels qui lui ont été adressés d'une façon qui sous-entendait une certaine m&fiance concernant son intention de s'acquitter de ses obligations aux termes du Traité étaient pour le moins prématurés. Les modifications apportées au texte lors de l'examen du projet de resolution initial et l'insertion d'un aouvel alinéa dans le préambule ont encore réduit les chances de compromis sur ce point.

C'est pour ces raisons que la délégation de l'Ukraine s'est abstenue lors du vote sur les projets de resolution portant sur l'armement nucléaire d'Israël et sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

M. DONOWAKI (Japon) (interpretation de l'anglais) : A propos du
projet de resolution A/C.1/46/L.24/Rev.1, sur lequel le Japon s'est abstenu
lors du vote, ma délégation souhaite que la declaration suivante soit
consignee au procès-verbal.

Le Japon, en tant que fervent partisan du regime du Traité sur la non-proliferation, est très préoccupé par les rumeurs persistantes au sujet d'une éventuelle capacité nucliaire d'Israël. Tout en se réjouissant vivement de l'adhésion récente au Traité sur la non-proliferation du Mozambique, de la Zambie, de la République-Unie de Tanzanie, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud et de la Lituanie, ainsi que de l'annonce faite par la France et la Chine de leur décision d'adhérer au Traité, le Japon espère sincbrement qu'Israël et d'autres pays non parties au Traité v adhéreront le plus rapidement possible, renforçant davantage ainsi le regime de non-prolifération nucléaire et éliminant les inquiétudes de la communauté internationale.

Le Japon est aussi persuade que l'observation des obligations découlant du Traité est également importante si l'on veut maintenir la crédibilité du régime du Traité parmi les Etats parties au Traité.

M. Q'SULLIVAN (Australie) (interpretation de l'anglais) : Ma délégation fait un certain nombre de r&serves en ce qui concerne le projet de resolution A/C.1/46/L.24/Rev.l qui vient d'être adopté. 11 ne faudrait cependant pas interpreter l'abstention de l'Australie comme signifiant qu'elle apporte un appui moins ferme et moins entier aux appels lancés à Israël pour qu'il adhere au Traité sur la non-proliferation et accepte de soumettre pleinement aux garanties toutes ses activités nucléaires.

L'Australie n'a jamais cessé d'en appeler à Israël et aux autres Etats non parties au Traité sur la non-proliferation, notammant ceux qui opèrent des installations nucléaires non dotées de garenties, pour qu'ils adoptent de telles mesures. Je tiens à rappeler particulièrement les interventions de l'Australie au moment où la République populaire démocratique de Corée hésitait à signer et à appliquer son accord concernant les garanties du Traité sur la non-proliferation avec l'Agence internationala de l'énergie atomique.

C'est là une question qui préoccupe énormément mon gouvernement. De même, la violation par l'Iraq de ses obligations aux termes du Traité sur la non-proliferation a été et reste un défi lance à la communauté internationale et il est clair qu'elle mérite aussi de retenir l'attention et de faire l'objet des préoccupations de la présente commission.

M. NEAGU (Roumanie) (interpretation de l'anglsis) : J'ai demandé la parole pour expliquer la position de la délégation roumaine en ce qui concerne

M. Neagu (Roumanie)

le projet de r&solution figurant au document A/C.1/46/L.24/Rev.1, intitulé "A.mement nucléaire d'Israël",

Tout d'abord, je tiens à souligner que nous éprouvons un profond respect pour les délégations qui ont proposé ce projet de résolution et que nous partageons leur préoccupation à l'égard d'une zone exempts d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

M. Neagu (Roumanie)

La position de la Roumanie sur la non-prolifération des armes nucléaires est bien connue. Comme ma délégation l'a déclaré au cours du débat général de la Première Commission :

"Depuis le début de 1990, la Roumanie se voue pleinement aux efforts multilatéraux faits actuellement pour renforcer le régime global de non-prolifhration et y participe activement." (A/C.1/46/PV.8, p. 63)

La déclaration poursuivait :

"La Roumanie considère que le TNP est la pierre angulaire du régime international de non-prolifération nucléaire." (Ibid.)

Conformément à cette position, la Roumanie a appuyé la proposition visant à crée : une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.

Nous avons noté qu'Israël est également en faveur de la creation d'une telle zone et qu'il avait pris l'engagement de ne pas être le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient.

Comme on le sait, à la suite des changements spectaculaires qui se sont produits dans le monde, les parties en conflit au Moyen-Orient se sont enfin assises à la même table pour discuter leurs problimes afin que la condamnation réciproque fasse place à la confiance riciproque. Notre vote sur le projet de résolution que j'ai mentionné tient compte de cette évolution et représente un effort positif, conforme à l'esprit qui a prévalu à la Conférence de Madrid. En votant ainsi, la Roumanie souhaite contribuer à la recherche et à la promotion d'un langage nouveau dans le dialogue sur la recherche d'une solution constructive et durable au conflit du Moyen-Orient.

M. KRASULIN (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interpretation du russe): La délégation soviétique souhaite expliquer son vote sur le projet de resolution A/C.1/46/L.24/Rev.1.

L'Union soviétique a toujours appuyé lo renforcement du Traité sur la non-prolifhration et prdne activement l'universalisation du Traité de 1968 sur la non-proliferation des armes nucléaires (TNP). Nous sommes donc partisans d'unifier tous lea efforts que déploie la communauté internationale tout entière aux niveaux global et régional. Nous sommes convaincus que l'adhésion au Traité sur la non-prolifération par les Etats du Moyen-Orient qui ne l'ont pas encor fait, la soumission de toutes les activités nucléaires des Etats de la region aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'adoption de mesures pratiques destinées à créer une zone exempte

M. Krasulin (URSS)

d'armes nucléaires au Moyen-Orient permettraient de progresser considérablement vers le rbglement des problimes que posent la non-prolifération nucléaire et le renforcement de lo paix et de la sécurité internationales. Dans ce cadre évidemment, beaucsup dépend de la position d'Israël, et nous espérons que, pour sa part, il prendra des mesures conformes aux tendances positives qui se dessinent actuellement dans le monde s'agissant de la limitation et de l'élimination des armes nucléaires.

En même temps, nous ostimons que cette période de changements favorables pour l'humanité et l'esprit de coopération et d'interaction de plus en plus ferme qui apparaît actuellement dans les relations internationales exigent des Etats Membres des Nations Unies qu'ils adoptent des mesures soigneusement pesées et équilibrées. Ce n'est qu'en renonçant pleinement à un esprit d'affrontement injustifié, et sur la base de la réciprocité et de l'accord mutuel, que nous pourrons progresser. Nous pensons que cela est particuliirement d'actualité aujourd'hui en ce qui concerne la région du Moyen-Oriant vu le processus de règlement pacifique gui est en cours et les perspectives qui s'ouvrent de sortfr de l'impasse où se trouve le plus ancien conflit du XXe siècle.

Compte tenu des réalités actuelles, la délégation soviétique s'est abstenue lots du vote sur le projet de r&solution A/C.1/46/L.24/Rev.1.

En ce qui concerne notre vote sur le projet de &solution

A/C.1/46/L.42/Rev.2, nous voudrions faire observer que la question du

potentiel nucléaire de l'Afrique du Sud est inscrite à l'ordre du jour des

Nations Unies depuis de nombreuses années. Nous pouvons constater aujourd'hui

que l'attitude de la communauté internationale devant ce problime a eu des

résultats positifs sur la politique nucliaire de l'Afrique du Sud, et plus

particulièrement la diciaion de l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la

non-prolifération et de signer les accords de garanties avec l'AIEA.

11 est aatisfaisant de noter que tout un groupe d'Etats africains - le Mozambique, l'Angola, la Zambie et la République-Unie de Tanzanie - ont adhéré au TNP, à l'instar de l'Afrique du Sud. Cela représente une étape importante vers l'universaliaation de la non-prolifération et le renforcement du régime de non-prolifération. En même temps, cela contribue Permement à renforcer la prévisibilité et la stabilité en Afrique australe.

De toute évidence, la décision de l'Afrique du Sud a également it6 inspirée par les processus politiques internes de démantèlement de l'apartheid qui ont eu lieu en Afrique du Sud, et de la décision de l'Afrique du Sud de rejoindre la communauté internstionale.

Compte tenu des modifications favorables qui se sont produites en hfrique du Sud et dans la région tout entière, y compris les changemunts dans le domaine de la non-prolifération dos armes nucléaires, et en vue d'encourager des mesures positives dans ce domaine, la délégation soviitique s'est abstenue lors du vote sur le projet de r&solution A/C.1/46/L.42/Rev.2 dans son ensemble.

M. FUJITA (Brésil) (interprétation de l'anglais) : Ma d&legation souhaite expliquer son vote sur le projet de &solution A/C.1/46/1..24/Rev.1, concernant l'armement nucléaire d'Israël, qui vient d'être adopté.

Bien que le Brésil ait traditionnellement voté en faveur de projets de résolution sur cette question, cette année - à la lumière de l'évolution en cours sur la scène politique au Moyen-Orient - ma délégation a décidé de s'abstenir. Elle l'a fait en espérant que son vote montrerait qu'elle est pour le relâchement si nécessaire des tensions entre les parties concernées et le renforcement du processus de paix dans la région.

A cet égard, le Brésil appuie fermement la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et se félicite de l'adoption sans vote du projet de &solution A/C.1/46/L.35/Rev.1.

Ma delegation réaffirme son appui à toutes les r&solutions et initiatives qui contribuent à encourager la confiance et la comprehension entre les parties au Moyen-Orient, et ce, dans l'espoir que par ces &solutions et ces initiatives, les Nations Uniee contribuaront à créer les conditions préalables à une solution juste et durable des problèmes de la région.

M. PATOKALLIO (Finlande) (interprétation de l'anglais) ; Je prends la parole pour expliquer les votes des cinq pays nordiques, le Danemark, l'Islande, la Norvège, la Suede et mon pays, la Finlanda, sur le projet de r&solution A/C.1/46/L.42/Rev.2, intitulé "Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud".

Les pays nordiques ont été très encouragés par la tendance marquie à presenter un texte acceptable par tous sur la question de la capacité

M. Patokalli 'Finlande)

nucléaixe de l'Afrique du Sud, tel qu'il figure dans le texte révisé du projet de résolution A/C.1/46/L.42. En fait, nous aurions voté pour le projet de résolution A/C.1/46/L.42/Rev.1 s'il avait été mis aux voix et n'aurions pas cru nécessaire d'expliquer notre vote favorable.

M. Patokallio (Finlande)

Nous tenons A dire que nous apprécions les tirts faits pour produire un texte à la mesure de l'évolution positive que l'on observe dans ce domaine. Cependant, à notre grand regret, le libellé du projet de resolution A/C.1/46/L.42 a été modifié. Le projet de resolution A/C.1/46/L.42/Rev.2 réintroduit des elements controversés qui éloignent de l'objectif principal, à savoir le renforcement de l'appui international à la dénucléarisation de l'Afrique.

Le dixième alinéa du préambule est une tentative à peine déguisée de designer nommément un pays, ce que les pays nordiques déplorent. 11 est regrettable et contre-productif de mentionner constamment et arbitrairement un pays determine.

En ce qui concerne le paragraphe 3 du dispositif, les pays nordiques continuent de croire que l'Assemblée générale devrait s'adresser directement aux gouvernements et non pas aux sociétés, institutions et particuliei-s. Les pays nordiques se félicitent de l'adhésion de l'Afrique du Sud au Traité sur la non-proliferation et au système des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, comme ils le demandent depuis longtemps, en partant de l'hypothèse que la règle fondamentale du droit international pacta sunt servanda sera observée jusqu'à preuve du contraire.

Pour ces raisons, les pays nordiques ont $\hat{d\hat{u}}$ s'abstenir lors du vote sur le projet de resolution A/C.1/46/L.42/Rev.2 dans son ensemble et voter contre le dixième alinéa du préambule et contre le paragraphe 3 du dispositif.

M. ARRIA (Venezuela) (interpretation de l'espagnol): Au nom de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela, ma delegation tient à expliquer notre vote sur le projst de resolution A/C.1/46/L.24, intitulé "Armement nucliaire d'Israël".

Les changements rapides et profonds qui survienment aujourd'hui dans le monde montrent que la communauté internationale doit renforcer un processus dans lequel le dialogue, la transparence, la cooperation et la négociation remplacent les positions rigides et la confrontation qui caractérisent les conflits de longue date, qui menacent la paix et le. sécurité internationales.

Nous croyons donc qua la solution à la situation au Moyen-Orient devrait être obtenue par des moyens pacifiques. Par consequent, tous les Etats devraient s'efforcer d'adopter des mesures propres à garantir la sécurité dans

M. Arria (Venezuela)

cette region, de façon à écarter la menace que fait peser l'existence d'armes nucléaires.

En conaiquence, **nous** appuyons la creation d'une **zone** exempt0 d'armes **nucléaires** au Moyen-Orient.

La premiere phase, à Madrid, de la Conference de pair sur le Moyen-Orient, qui, croyons-nous, engagera un processus conduisant à une paix définitive dans Pa region, s'est déroulée dans des conditions prometteuses qui peuvent permettre à la comprehension et à la négociation de prévaloir.

Considérant ces faits nouveaux et importants, nous estimons qu'il serait plus approprié et plus positif de s'abstenir lors du vote. Cependant, nous assurens la Commission que nous allons suivre l'évolution des attitudes et des politiques des parties aux négociations et que, si nécessaire, nous reconsidérerons notre position.

M. STELZER (Autriche) (interpretation de l'anglais) : L'Autriche souhaite expliquer son abstention lors du vote sur le projet de resolution A/C.1/46/L.42/Rev.2.

Comme d'autres pays qui ont déploré la revision 2 de ce projet de r&solution, l'Autriche aurait été disposée à voter pour la version originale du projet de resolution, qui tenait compte des facteurs à l'origine de notre abstention lors de la mise aux voix du projet de resolution de l'année dernière sur la même question. L'Autriche ne peut toutefois pas appuyer la mention d'un pays en particulier, comme c'est le cas dans le dixième alinéa du préambule du projet de resolution révisé, ni voter pour le paragraphe 3 du dispositif. Par consequent, l'Autriche a dû s'abstenir lors du vote.

M. GURECKAS (Lituanie) (interprétation de l'anglais) : La delegation de la Lituanie s'est abstenue ors du vote sur le projet de resolution A/C.1/46/L.24/Rev.l relatif à l'armoment nucléaire d'Israël. Ma delegation souscrit aux arguments avancés en faveur de l'abstention par le representant des Pays-Bas au nom des 12 Etats de la Communauté européenne.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer **sur** le **projet** de r&solution A/C.1/46/L.31/Rev.1, du groupe 3.

Je donna la parole au représentant du Pakistan, qui souhaite presenter It? projet de &solution.

M. KAMAL (Pakistan) (interpretation de l'anglaia) : J'ai l'honneur de presenter le projet de resolution intitulé "Conclusion d'arrangementa internntionaux efficaces pour garantir les Etata non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes", contenu dans le document A/C.1/46/L.31/Rev.l. Les auteurs de ce projet de resolution aont le Bangladesh, la Bolivie, la République islamique d'Iran, Madagascar, le Népal, Sri Lanka et le Pakistan.

Pendant dos années, nous avons exprimé notre profonde inquiétude en co
qui concerne la menace que fait peser sur lea Etata non dotés de l'arme
nucliaire les arsenaux nucléaires des Etata qui en aont dotés. Evidemment, la
garantie la plus efficace contre le recoura ou la menace du recours aux armes
nucléaires serait l'élimination totale de ces ammea. Cependant, jusqu'h ce
quo cet objectif soit atteint, les Etats non dotés d'armes nucléaires doivent
disposer, pour apaiser leurs craintes, de garanties juridiquement
contraignantes contre le recours ou la menace du recours aux armes
nucléaires.

Le projet de r&solution A/C.1/46/L.31/Rev.1 a été établi essentiellement en s'inspirant de la resolution 45/54, adoptée l'année derniire, à la quarante-cinquiime session de l'Assemblée générale, à une écrasante majorité, sans aucune voix contre et seulement trois abstentions. Compte tenu dea événements positifs survenus récemment sur la scène politique internationale et après avoir prin en consideration les vues constructivea exprimies par les délégations intéressées, les auteurs ont apporté quelques changements au libellé du projet de resolution, de façon à le rendre encore plus acceptable. Par conséquent, le troisième alinéa du préambule du projet de &solution A/C.1/46/L.31 a été remplacé, dans le projet de resolution révisé, par un nouvel alinéa qui dovfent le quatrième, et le cinquième alinéa a été placé à la suite du deuxième alinéa dans le projet de résolution révisé de façon à ce que le texte soit agencé plus logiquoment.

M. Kamal (Pakistan)

LO sixieme alinéa du préambule a été remanié et se lit maintenant :

"Résolus à appliquer strictement les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies sur le non-secours à la menace ou à l'emploi de la force. "

Le seizième alinéa du priambule de l'ancienne version a été modifié en partie et les anciens dix-neuvième et vingtième alinéas ont été fusionnés en un nouveau dix-neuvième alinéa dans le projet de resolution A/C.1/46/L.31/Rev.1.

Dans la dispositif, un seul changement mineur a été apporti au paragraphe 3 du dispositif où l'expression "faire preuve de la volonté politique et de la souplesse nécessaires pour s'entendre" a été remplacée par les mots "travailler activement en vue d'un accord prochain" dans le document A/C.1/46/L.31/Rev.1.

Le projet de resolution dont nous sommes maintenant saisis réaffirme l'urgence d'un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes. Il engage tous les Etats à travailler activement en vue d'un accord prochain sur une approche commune et, en particulier, sur une formule commune qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire pour garantir la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous espérons que ce projet de resolution recevra le plus large appui de la part de la Commission.

Le **PRESIDENT** (interpretation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au **représentant** de la France qui souhaite faire **une** declaration autre qu'une explication de vote.

M. ERRERA (France): Je souhaiterais expliquer la position de ma delegation sur le projet de resolution A/C.1/46/L.31/Rev.1 "Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats dotes d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes".

Ma delegation, qui s'était abstenue l'an dernier sur la resolution 45/54, passera à un vote positif sur le projet A/C.1/46/L.31/Rev.1. Les raisons de ce changement sont les suivantes.

Au terme de consultations intensive3 avec les auteurs Au projet, ma delegation note avec satisfaction que les amendements qu'elle avait proposés

en vue d'en améliorer le texte ont été pour l'essentiel acceptés. En particulier, au sixième alinéa du préambule, ma délégation avait souhaité nou seulement un renforcement de la mention du principe du non-recoura à la menaculou à l'emploi de la force, qui est le fondement de la sécurité internationale, mais aussi une référence au droit de légitime défense, qui est à la base de la doctrine stratégique de la France. 11 eût été plus satisfaiaant de retenir une mention plus explicite. Ma délégation interprète néanmoins le texte du projet révisé comme incluant l'Article 51 de la Charte des Nations Unie.

Par ailieurs, au paragraphe 3 du dispositif, ma délégation estime que le nouveau texte souligne clairement que la responsabilité dans la recherche d'un accord dans le domaine des garanties negatives de sécurité incombe à tous les Etats et ne pèse pas seulement sur les puissances nucléaires.

Comme on le sait, la France a déjà pris, comme les autres puissances nucléaires militaires, des engagements solennels concernant le non-emploi de ses armes nucléaires contre les Etats non dotés de l'arme nucliaire. comme elle a tenu à le démontrer, notamment par son attitude positive à la Conférence du désarmement, la France est également attachée à une solution multilatérale équitable et efficace du problème des garanties négatives de sécurité. Ma délégation estime qu'une telle solution doit contribuer à tenforcer tout particulièrement la sécurité des Etats qui ont renonci, dans un instrument juridiquement contraignant de non-prolifération, à acquérir l'arme nucliaire. C'est pourquoi, elle confirme son appui aux efforts des pays qui préconisent des garanties juridiquemont ontraignantes en faveur des Etats non dotés de l'arma nuclémire qui ont cux-mên accept.6 des obligations de même Elle ent $\eta\ddot{a}$ continuer \dot{a} apportsr sa contribution aux $n\acute{e}gociations$ dans ce domaina. Ma delegation souhaite que son vote positif soit interprété à la fois comme un encouragement à des progrès dans cette direction et comme la confirmation de son attachement à la non-proliferation des armes nucléaires.

Le <u>PRESIDENT</u> (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/46/L.31/Rev.1. Je donne la parole au Sécrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais): Le projet de résolution A/C.1/46/L.31/Rev.l a sept nuteurs et a été présenté parle représentant du Fakistan à la 36e séauce de la Première

M. Kheradi

Commission, le 15 novembre 1991. La liste des auteurs eat la suivante : Bangladesh, Bolivie, Ripublique islamique d'Iran, Madagascar, Népal, Pakistan et Sri Lanka.

Le **PRESIDENT** (interpretation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Votent pour : Australie, Autriche, Bahamas, Bahrein, Bangladesh, Barb, le, Bélarus, Belgique, Benin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Paso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Republique centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Tchécoslovaquie, République populaire démocratique de Corée, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Egypte, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Allemagne, Ghana, Grèce, Grenade, Guinie, Guyana, Bongrie, Ialande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamaique, Japon, Jordanie, Kenya, Koweit, Ripublique democratique populaire lao, Lettonie, Liban. Liberia, Jamahiriya arabe libyenne, Leaotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvige, Oman, Pakiatan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Rwanda, Samoa, Senegal, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suede, Republique syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanaanie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yemen, Yougoslavie, Zaire, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

<u>S'abstiennent</u>: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et **d'Irlande** du Nord, Etats-Unis **d'Amérique**.

Par 133 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution A/C.1/46/L.31/Rev.1 est adopté.

Lo **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote.

M. O'SULLIVAN (Australie) (interprétation de l'anglais):

L'Australie et la Nouvellt: Zélande ont vote pour le projet de riaclution

A/C.1/46/L.31/Rev.1 concernant la conclusion d'arrangements internationaux

efficaces pour garantir lea Etats non dotés d'armea nucliaires contre l'emploi

ou la menace de ces armes, question plus communément appelée "garanties de

sécurité négatives". En tant que parties au Traité sur la non-prolifération

des armes nucléaires et au Traité de Rarotonga, l'Australie et la

Nouvelle-Zélande pensent que lee garr ies de sécurité négatives ent un rôle

utile à jouer pour renforcer la sécurité internationale et pour empêcher la

prolifération des armes nucléaires.

M. O'Sullivan (Australie)

Lo projet de r&solution A/C.1/46/L.31/Rev.1 aide à guider lea efforts internationaux visant à mettre au point des garanties efficacea de sécurité négative, et pour cette raison nous l'appuyons. Nous pensons que tous les Etata devraient participer aux efforts tendant à faire de nouveaux progrbs en la matière.

Nous reconnaissons que sous sa forme révisée, un certain nombre d'améliorations ont été apportées au texte, c e dont nous nous réjouissons. Nous espérons également qu'à l'avenir, ce texte pourra encore être amélioré en mentionnant l'importance que présentent les engagements de non-prolifhration nucléaire pour la question des garanties de sécurité négative.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande estiment que des engagements ef ficaces et juridiquement contraignants de ne pas posséder, mettra au point ni acquérir e quelque manière que ce soit des armes nucléaires sont d'une importance capitale pour la question des garanties de sécurité négative. C'est en affirmant leur attachment aux arrangements de non-prolifération juridiquement contraignants que les Etats non dotés d'armes nucléaires pourront le mieux prouver qu'ils aont contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires et pourront recevoir des garanties correspondantes des Etats dotés d'armes nucléaires.

L'Australie et. la Nouvelle-Zélande pensent qu'il est important, de renforcer ces garanties ainsi que la norme de non-prolifhration nucléaire connexe et complémentaire. Nous espérons que cette vue sera priso en considération lorsque cette question sera examinée à 1 'avenir.

M. DEYANOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais): La délégation bulgare a voté pour le projet de résolution A/C. 1/46/L. 31/Rev. 1 concernant la conclusion d'arrangoments internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou 'la menace de ces armes. Noua montrons ainsi que nous continuons d'appuysr la notion g nérale des garanties de sécurité negative que par le truchement d'un instrument ayant force obligatoire, tous les Etats dotés d'armes nucléaires étendent n u x Etats non dotés d'armes nucléaires.

L'année dernière, la Première Commission à réussi à adopter une seule résolution sur cette question en fusionnant deux projets de résolution qui étaient habituellement présentés séparément à la Première Commission par la

M. Devanov (Bulgarie)

Bulgarie et par le Pakistan. Toutefois, la délégation bulgare a décidé cette année de ne pas parrainer, comme elle l'avait fait les années prácédentes, le projet de résolution sur les garanties de sécurité negative présenté à la Premiere Commission. En effet, nous cherchons maintenant à n'appuyer activement que les méthodes susceptible8 de mener à des solutions ayant de viritables chances de réussir à renforcer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou La menace des armes nucléaires.

Il nous semble que l'adoption depuis plus d'une décennie, de r&solutions analogues sur les garanties de sécurité negative et similaires à la présente résolution, n'ont malheureusement pas beaucoup fait avancer les négociations menées au sein du Comité spécial sur lea garanties de sécurité de la Conference du désarmement pour rialiser un accord sur des arrangements acceptables par tous. En même temps, nous reconnaissons que des propositions intéressantes ont été avancées et analysées en profondeur dans ce comité, dont certainea ont une chance de devenir des éléments essentiels permettant d'assurer le succès des efforts à venir.

Ma %&legation estime que compte tenu de l'ivolution de la situation actuelle, de véritables perspectives de progrès concernant lea garanties de sécurité negative aont déjà apparues, notarment dans le cadre du procesaus préparatoire de la cinquième Conference des parties chargée de l'examen du Traité nur la non-proliferation prévue pour 1995. Le torrain d'entente qui existe entre lea Etat dotes d'armes nucliaires indique que des solutions intérimaires ou à plus long terme sernient possibles en ce qui concerne les "garanties de sécurité" fournies aux Etats non dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur lu non-proliferation. La recherche de ces arrangements intarnationaux juridiquement contraignanta sera sans doute largement facilitée si lea cinq Etats dotes d'armes nucleaires figurent au nombre des Etats parties à ce traité.

Etant donné cette perspective, il est regrettable que la résolution sur les garanties de sécurité negative qui vient d'être adoptée ne soulique pas, et ne mentionne même pas les réelles possibilités de progrès, telles quo celles qui existent dans le cadre du Traité sur la non-prolifération. Nous sommes heureux le constater que d'autres pays, qui continuent à s'occuper activement de la question, portagent notre evaluation, comme nous l'avons

M. Devanov (Bulgarie)

constaté d'après les explications de vote. Les modifications apportees au projet, cette année, semblent importantes mais elles ne touchent pas au fond de la queatbon des garanties de sécurité négative.

Noua espérons toujours qu'un projet futur sur cette question reflétera de façon plus appropriio la nouvelle situation, notamment en ne passant pas sous silence les domaines de progrès les plus prometteurs, ce qui assurerait aans aucun doute un plus grand appui à ce projet.

M. TAYLOR (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer mon vote sur la resolution A/C.1/46/L.31/Rev.1, intitulée
"Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotes d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes".

Tout en reconnaissant les ameliorations apportees à la resolution de cette année, le Royaume-Uni se trouve toujours dans l'impossibilité de voter en faveur de cette r&solution. La raison principale de notre abstention est que la r&solution ne traite pas du rapport qui doit exister entre une garantie de sécurité accordée par un Etat dote d'armes nucléaires et la nécessité que les Etats bénéficiaires prennent un engagement contraignant en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire par exemple, ot notamment en adhérant au Traité sur la non-prolifération. Ce rapport est mentionné dans notre déclaration unilatérale sur les garanties de sécurité à Paquelle la r&solution fait référence. Toutefois, le Royaume-Uni est prêt à négocier de bonne foi sur cette question à la Conférence du désarmement.

La séance es t levée à 13 heures.